

CONGRES ET BASE COMMUNE

La décision de congrès extraordinaire des communistes n'est pas tombée du ciel.

Elle répond à la difficulté du Parti, face à une crise de la société, qui s'aggrave et s'accélère, et de ses effets sur les salariés et la population, d'analyser les causes, c'est-à-dire le fonctionnement propre du capitalisme mondialisé et numérisé, et de trouver et proposer des solutions à cette crise.

C'est certes difficile, mais un candidat communiste aux élections Européennes devra à la fois dénoncer les méfaits et énoncer les besoins sociaux à satisfaire, emploi et production en tête, mais aussi faire en sorte que son exposé n'apparaisse pas comme une liste de revendications sans moyens pour les rendre réalisables. Et il devra faire le lien entre les luttes en cours et l'avancée des idées radicales et progressives de transformation sociale dans l'avancée des luttes. Le chemin des idées allant de pair avec les luttes sans quoi les luttes se trouvent à un moment donné devant une impasse et les déceptions et les abandons deviennent sans cesse plus profonds, laissant libre cours aux aventures les plus dangereuses.

Le bilan des méfaits du système, et des besoins insatisfaits de l'humain d'abord, est un travail tout à fait nécessaire. Mais il est sans effet s'il n'est pas suivi et même précédé d'une vision d'ensemble de la logique du système. Cette absence de vision d'ensemble est ce qui favorise, de droite comme de gauche, la montée des hommes providentiels sur lesquels se reposer successivement pour assister au miracle sauveur attendu en vain.

Les solutions, leurs ébauche et leur approfondissement que la commission économique du parti propose et soutient contiennent l'armature d'un programme de transformations sociale progressiste.

Il est stupéfiant dans le contexte actuel de la crise du capital, de son aggravation, de son accélération, que ces solutions n'apparaissent pas dans le document de préparation du congrès sinon comme des points parmi d'autres sans liens ni entre eux ni avec une logique de transformation sociale progressiste. Le traitement que subissent les salariés dans les entreprises, l'indifférence du capital à leur égard, le seul critère de rentabilité du capital, l'abandon du lien entre besoins sociaux et production devraient nous pousser impétueusement à une logique globale dans nos analyses, nos décisions, nos actions, et cette logique devrait être inscrite dans

la base commune. Dans notre section plusieurs séances de formations ont été effectuées en soirées et en matinées durant lesquelles nous avons essayé de démontrer le fonctionnement du système social dans lequel nous vivons, ses tares et ses limites, l'aggravation de la crise du système et de la disparition des marges sociale-démocrates d'accompagnement de la crise, et les raisons qui provoquent la crise, et les chemins, le processus long mais déterminé à entamer pour y répondre en santé, de façon progressiste.

Nous pouvons citer, pour aller vite les points à expliquer et approfondir et non à saupoudrer dans un texte comme des ajouts sans lien entre eux : c'est le contenu des propositions de la commission économique sur la BCE, la loi SEF, les fonds régionaux, nationaux, européens, les DTS en réponse à la domination du dollar, le crédit progressif, les droits nouveaux du travail allant dans le sens d'une démocratie du « que, comment produire » pour mettre en cohérence l'homme producteur, ses besoins et ceux de toute la société qui est au cœur d'une politique de changement progressiste. Il n'y aura pas de changement en santé sociale, progressiste, sans ce contenu.

**Nous demandons une refonte profonde du texte sur la base de ces remarques.
Les camarades de la section 13008 du PCF réunis en A.G. le 20 juin 2018**